

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 08 au 12 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Zoom sur les 20 ans du C2D au Cameroun

La 17^{ème} session du Comité d'orientation et de suivi (COS) du Contrat de désendettement et de développement (C2D) s'est tenue à Yaoundé le 9 juin 2026, à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du dispositif. À un an de son dernier versement, le C2D franco-camerounais — le deuxième plus important au monde — entre dans sa phase de clôture.

Conçu en 2001, le C2D est un mécanisme par lequel la France prolonge, à titre bilatéral, l'effort international d'allègement de la dette des pays les plus endettés, effort dont elle est le premier contributeur. Son principe : le pays débiteur continue d'honorer le service de sa dette envers la France, mais chaque échéance remboursée lui est aussitôt reversée sous forme de don, affecté à des programmes de développement choisis d'un commun accord. Le Cameroun a signé son premier contrat en 2006, après avoir atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTTE (Pays Pauvres Très Endettés). Le dispositif est piloté par l'Agence française de développement (AFD) et gouverné par un comité paritaire associant les ministères camerounais, l'ambassade de France et la société civile.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

1,47 Md EUR

Montant cumulé des trois C2D conclus entre la France et le Cameroun depuis 2006

Trois contrats successifs ont engagé 967,4 Mds FCFA (env. 1,47 Md EUR). À la date de la session, le Cameroun avait honoré 944,8 Mds FCFA d'échéances, soit un taux de mobilisation de 97,6 %, ne laissant qu'un solde de 22,6 Mds FCFA à rembourser. Les ressources décaissées au profit des projets atteignent 871 Mds FCFA, le solde disponible sur le compte dédié logé à la BEAC s'établissant à 79,2 Mds FCFA.

Les financements ont irrigué plusieurs secteurs. Dans les infrastructures, qui concentrent l'essentiel de l'enveloppe, ils ont permis la construction de près de 125 ouvrages d'art, le réaménagement de pistes rurales et d'axes urbains, ainsi que la construction du 2^{ème} pont sur le Wouri. Plusieurs projets sont encore en cours, dont « Yaoundé Cœur de Ville » et le programme « Capitales Régionales ». Concernant l'éducation, plus de 1 700 salles de classe ont été construites ou réhabilitées et 37 000 enseignants contractualisés. Dans la santé, le Chèque Santé, dispositif de tiers-payant préfigurant la couverture santé universelle, a bénéficié à 350 000 femmes enceintes. Dans l'agriculture, les interventions ont couvert toute la chaîne de valeur : innovation des techniques agropastorales (ASGIRAP), structuration de 315 000 exploitations familiales (ACEFA), insertion de 21 600 jeunes (AFOP) et appui aux PME agroalimentaires (TRANSFAGRI), renforçant les filières et l'emploi rural. Le C2D a enfin appuyé la gestion des finances publiques (PAGFI) et la décentralisation (PNDP, 6 711 microprojets).

Le dernier versement français interviendra dans un an, ouvrant la phase de clôture et de capitalisation des programmes. L'enjeu se déplace désormais vers la pérennisation par l'État et les collectivités camerounaises, ainsi que vers de nouveaux instruments de financement — investissement, mobilisation du secteur privé — dans la logique promue lors du sommet *Africa Forward* (Nairobi) et en cohérence avec la Stratégie nationale de développement (SND30). Le C2D, instrument de la sortie de l'endettement, laisse place à une coopération financière fondée sur les logiques de partenariats.

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : les cours des produits de base exportés par la CEMAC ont progressé au T1 2026, soutenus par la hausse des produits énergétiques.
- **Cameroun** : la Société camerounaise d'électricité (SOCADEL) démarre son plan de redressement financier et opérationnel.
- **Centrafrique** : don de la Banque mondiale pour le financement des infrastructures routières et énergétiques.
- **Congo** : le FMI présente ses recommandations au gouvernement pour préserver la stabilité macroéconomique.
- **Gabon** : le Président relance le Haut Conseil pour l'Investissement (HCI).
- **Tchad** : le Tchad et la France affinent leur coopération à Bercy en amont du Forum économique 2026.
- **RDC** : signature des contrats de construction d'une autoroute reliant l'Est et le Centre, dans le cadre du PACT de la Banque mondiale.
- **Sao Tomé-et-Principe** : un appui européen pour la protection des aires marines protégées.

Régional

Les cours des produits de base exportés par la CEMAC ont progressé au T1 2026, soutenus par la hausse des produits énergétiques

Selon les [données](#) publiées par la BEAC, l'Indice composite des cours des produits de base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC a progressé de 0,7 % en glissement trimestriel au T1 2026, mettant fin à la tendance baissière amorcée au T2 2025. Cette évolution s'explique principalement par la forte hausse des cours des produits énergétiques (+23 %), dans un contexte de tensions sur l'offre liées au conflit au Moyen-Orient et au maintien de quotas restrictifs par l'OPEP+, ainsi que par une progression des cours des métaux et minéraux (+2,9 %), des produits forestiers (+2,9 %) et des produits de la pêche (+2,1 %). À l'inverse, les prix des produits agricoles ont significativement reculé (-21,8 %). Pour l'ensemble de l'année 2026, la BEAC, s'appuyant sur les projections de la Banque mondiale dans son [Commodity Markets Outlook](#) d'avril 2026, anticipe une hausse des prix du pétrole (115 USD/baril), des engrais (+31 %), des métaux de base, ainsi que de l'or (+37 %) et de l'argent (+76 %).

Corridor ferroviaire Tchad-Cameroun : les Émirats arabes unis entrent dans le projet via Etihad Rail

Le 10 juin 2026, les Émirats arabes unis, à travers l'opérateur public Etihad Rail, ont [rejoint](#) le projet d'extension du chemin de fer camerounais vers le Tchad, visant à relier Ngaoundéré à Moundou, puis à terme N'Djamena au port de Douala. Cette coopération tripartite Tchad-Cameroun-Émirats doit accélérer la mise en œuvre du corridor ferroviaire, sur la base des études de faisabilité déjà réalisées, lesquelles estiment le coût de l'itinéraire compris entre 1 160 Mds FCFA pour un tracé de 400 km (Ngaoundéré-Moundou) et plus de 2 500 Mds FCFA pour un parcours de 1 400 km reliant directement N'Djamena. L'implication d'Etihad Rail doit apporter un appui technique et financier décisif pour structurer le montage du projet et sécuriser les investissements nécessaires au lancement des travaux dans les prochaines années.

Cameroun

La Société camerounaise d'électricité (SOCADEL) démarre son plan de redressement financier et opérationnel

Selon une annonce du Président du conseil d'administration de la Société camerounaise d'électricité (SOCADEL), un budget de 630 Mds FCFA

(960 M EUR) a été [approuvé](#) pour la mise en œuvre du plan de relance et de restructuration de l'entreprise au titre de l'exercice 2026. Sur cette enveloppe, 375 Mds FCFA (577 M EUR) seront consacrés à l'achat et au transport de l'énergie ainsi qu'à l'approvisionnement en combustible, tandis que 74,6 Mds FCFA (114 M EUR) seront alloués aux investissements destinés à la modernisation du réseau. Cette enveloppe devrait permettre de réduire progressivement les tensions de trésorerie, d'assainir les engagements financiers de la société et de rétablir la confiance des partenaires. L'objectif est de réduire la crise énergétique et de stabiliser la fourniture d'électricité. La Direction générale de la SOCADEL a reçu mandat pour engager des discussions avec les bailleurs de fonds afin de mobiliser de nouveaux financements destinés à stabiliser la trésorerie de l'entreprise et à financer des investissements prioritaires. Par ailleurs, le plan prévoit des actions d'urgence dans les régions du Nord et de l'Est. Le budget consacré à l'approvisionnement en combustible dans le Grand Nord sera renforcé, tandis qu'un plan d'action d'urgence sera déployé afin de résorber le déficit énergétique observé dans la région de l'Est, notamment à Bertoua.

La redevance à l'exportation de cacao est réduite de près de moitié, à 125 FCFA/kg

Un [arrêté](#) signé le 5 juin 2026 par le ministère du Commerce fixe désormais la redevance à l'exportation du cacao à 125 FCFA/kg, contre 225 FCFA/kg depuis janvier 2025, tandis qu'un taux de 20 FCFA/kg est appliqué aux fèves destinées aux unités de transformation locales. Cette baisse de près de 50 % intervient dans un contexte de repli marqué des cours mondiaux du cacao, en recul de plus de 70 % par rapport aux sommets atteints en 2024. La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) [estime](#) par ailleurs que la fiscalité et la parafiscalité appliquées à l'exportation du cacao demeurent élevées et pèsent significativement sur la compétitivité des exportateurs camerounais.

Centrafrique

Don de 80 M EUR de la Banque mondiale pour le financement des infrastructures routières et énergétiques

La Banque mondiale a [accordé](#) un financement de 52 Mds FCFA (80 M EUR) au gouvernement centrafricain pour le financement d'infrastructures structurantes dans le pays. Dans le secteur routier, l'enveloppe soutiendra le développement du corridor Bangui-Garoua-Boulaï, principale voie d'approvisionnement de

la Centrafrique depuis le Cameroun, et du tronçon Bossembele-Bossangoa, essentiel au désenclavement des régions du Nord. Sur le plan énergétique, le programme prévoit l'extension des réseaux de distribution électrique ainsi qu'un appui au développement du solaire. À ce titre, il devrait permettre de renforcer la capacité de la centrale photovoltaïque de Danzi, actuellement limitée à 15 MW. Ce financement s'inscrit dans un contexte de forte mobilisation des bailleurs autour du Plan National de Développement 2024-2028 de la Centrafrique. La Banque mondiale demeure le principal partenaire du pays, avec un portefeuille actif estimé à 1 250 Mds FCFA (1,9 Md EUR), suivi de près par la Banque africaine de développement (BAfD) qui a engagé près de 583 M USD sur les projets actifs à fin 2025.

Validation d'un plan de riposte contre Ebola évalué à 29 M EUR

Le 9 juin 2026, les autorités sanitaires ont [validé](#) un Plan national de réponse à la menace d'importation du virus Ebola, dont le coût est estimé à 19 Mds FCFA (29 M EUR). Ce plan prévoit notamment le renforcement de la surveillance aux points d'entrée du territoire, le déploiement d'une application dédiée au suivi des cas suspects ainsi que la mise en œuvre d'une vaste campagne de sensibilisation auprès des populations.

Congo

Le FMI présente ses recommandations au gouvernement pour préserver la stabilité macroéconomique

Le FMI [encourage](#) le gouvernement à utiliser en priorité les surplus issus de l'exploitation pétrolière pour le remboursement de la dette extérieure. Le Congo doit également poursuivre ses efforts de diversification de l'économie et réduire encore davantage sa dépendance aux hydrocarbures. Grâce à des réformes structurelles, les recettes des finances publiques sont passées de 1 301 Mds FCFA en 2020 à 2 550 Mds FCFA en 2025. Toutefois, le FMI souligne les fragilités de ces avancées, notamment pour les populations les plus vulnérables aux chocs inflationnistes et aux menaces sur la sécurité alimentaire.

Gabon

Le Président relance le Haut Conseil pour l'Investissement (HCI)

Sur instruction du chef de l'État formulée en Conseil des ministres le 30 avril 2026, le Gabon a [relancé](#) les travaux du Haut Conseil pour l'Investissement (HCI), réuni en séance plénière du 4 au 11 juin 2026 au Palais des Congrès de Libreville. Coprésidée par le gouvernement et la Fédération des entreprises du Gabon (FEG), cette plateforme de dialogue public-privé, créée en 2014 et réorganisée en 2018, associe également la Chambre de commerce et l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI-Gabon). Le ministre de l'Économie et des Finances a reconnu certaines contraintes pesant sur la compétitivité nationale : pression fiscale et parafiscale, multiplication des contrôles, insécurité juridique, retards de paiement et déficits d'infrastructures de transport, d'énergie et de connectivité numérique. Il a également indiqué souhaiter élargir l'accès des PME à la commande publique. Les travaux, structurés autour de huit groupes paritaires, doivent livrer leurs conclusions le 15 juin. L'initiative s'inscrit dans le Plan national de croissance et de développement 2026-2030, qui vise à mobiliser 27 000 Mds FCFA, dont 18 000 Mds FCFA attendus du secteur privé.

Gabon-Union européenne : deuxième session du dialogue de partenariat stratégique

Le Gabon et la Délégation de l'Union européenne ont [tenu](#), le 8 juin 2026 à Libreville, la deuxième session de leur dialogue de partenariat, coprésidée par le Vice-président du gouvernement, Hermann Immongault, et l'ambassadrice de l'UE, Cécile Abadie. Cette première rencontre sous la Ve République prolonge le dialogue d'octobre 2024 et s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Samoa, signé en novembre 2023. La rencontre a réuni les ambassadeurs des États membres résidents (dont la France) et non-résidents. Les échanges ont couvert quatre axes : réformes et gouvernance, perspectives économiques, environnement et coopération multilatérale. Sur le volet économique, les deux parties ont insisté sur la perspective de conclusion d'un programme avec le FMI, l'amélioration du climat des affaires et l'appui de l'UE aux investissements via la stratégie Global Gateway, déjà engagée dans le ferroviaire et envisagée dans l'énergie et la gestion des déchets. La dénonciation par le Gabon de l'accord de pêche avec l'UE a par ailleurs fait l'objet de discussions approfondies, les deux parties cherchant des solutions mutuellement bénéfiques.

Lancement des travaux du port en eau profonde de Kobé-Kobé

Le président Brice Clotaire Oligui Nguema a [lancé](#), le 8 juin 2026, les travaux du port en eau profonde de Kobé-Kobé, sur la façade atlantique de l'Estuaire, à proximité de Libreville. Développé par l'État, Africa Global Logistics (exploitation) et Algest Investment Bank (structuration financière) dans le cadre d'une convention d'avril 2026, le complexe prévoit d'associer un terminal minéralier, des installations conteneurs et marchandises générales ainsi qu'un terminal offshore en eau profonde, pour une capacité de 110 millions de tonnes par an. Un corridor ferroviaire de 550 km le reliera au gisement de minerai de fer de Belinga (Ogooué-Ivindo), dont les réserves estimées à près d'un milliard de tonnes seront exploitées par la société australienne Fortescue Metals. Doté d'un tirant d'eau de 14 à 16 mètres, le port se veut complémentaire de celui d'Owendo et entend porter la contribution minière au PIB de 6 % à 15 % d'ici 2040. Les autorités avancent un investissement global de 7,5 Mds USD (soit 4 500 Mds FCFA) pour plus de 100 000 emplois et une mise en service entre 2030 et 2031.

Tchad

Forum économique 2026 : le Tchad et la France affinent leur coopération à Bercy

En amont du Forum économique prévu en septembre 2026, le ministre d'État en charge des Finances, Tahir Hamid Ngulin, a [conduit](#) à Paris une délégation tchadienne pour une séance de travail avec la direction générale du Trésor français à Bercy le 9 juin 2026. Aux côtés du ministre du Commerce et de l'Industrie, Guibolo Fanga Mathieu, il a défendu une approche coordonnée visant à renforcer les relations économiques et commerciales entre le Tchad et la France dans le cadre du Plan national de développement « Tchad Connexion 2030 ». Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération économique et financière, ainsi que sur les conditions de mobilisation d'investissements en appui aux priorités de développement identifiées par N'Djamena. Cette rencontre a également permis de préciser les préparatifs du Forum de septembre, conçu comme une plateforme stratégique pour présenter les opportunités d'affaires, valoriser le potentiel économique du pays et consolider les partenariats au service de la transformation structurelle de l'économie tchadienne.

Tchad–Algérie : énergie et coopération au cœur de l'audience du Premier ministre algérien au Palais Toumaï

Le 8 juin 2026, le président de la République, Mahamat Idriss Déby Itno, a [reçu](#) le Premier ministre algérien Sifi Ghrieb, en visite officielle à N'Djamena pour consolider les liens de fraternité et de coopération entre les deux pays. Cette audience intervient après la pose de la première pierre d'une centrale électrique de 40 MW à N'Djamena, projet porté par le groupe Sonelgaz et présenté comme un pilier du nouveau partenariat énergétique entre le Tchad et l'Algérie. Les deux dirigeants ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale et les perspectives de son renforcement, notamment dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de la formation, à la lumière des conclusions de la 4^e session de la Commission mixte algéro-tchadienne et des engagements pris lors de la récente visite du président tchadien à Alger.

RDC

Partenariat Chine – RDC : signature des contrats de construction d'une autoroute reliant l'Est et le Centre, dans le cadre du PACT de la Banque mondiale

Le gouvernement de la RDC a [signé](#), le 3 juin 2026 à Kinshasa, trois contrats de travaux de construction d'une autoroute pour relier l'Est et le Centre du pays, pour un montant cumulé de 187 M USD, avec les entreprises chinoises China First Highway Engineering Company Limited, Sinohydro Bureau 14 et le groupement China Jiangxi International Economic. Plus précisément, le projet porte sur le bitumage de 206 km de route entre Mbanga et la rivière Lualaba, répartis en deux lots d'environ 100 km chacun, ainsi que sur la construction d'un pont de 714 m sur la Lualaba. Ces travaux s'inscrivent dans le prolongement des 280 km déjà en cours d'exécution entre Mbuji-Mayi, Kabinda et Mbanga, portant à 480 km le linéaire modernisé de la RN2. Le projet s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à la connectivité et au transport (PACT), soutenu par la Banque mondiale. L'infrastructure est conçue comme une autoroute à deux fois deux voies. Elle intègre des réservations destinées au futur déploiement de la fibre optique et au transport de l'énergie électrique. Le pont sur la Lualaba deviendra le troisième plus long ouvrage sur le fleuve Congo, avec un coût estimé à 37 M USD pour un délai de construction de 24 mois. Le coût des travaux routiers s'élève à 150 M USD pour un délai de construction de 24 mois. Les entreprises bénéficient

d'une période de mobilisation de quatre mois à compter de la signature, le démarrage effectif des travaux étant fixé à octobre 2026. L'axe doit relier à terme Mbuji-Mayi à Bukavu, traversant quatre provinces (Kasaï Oriental, Lomami, Maniema et Sud-Kivu).

La RDC lance la construction de sa première usine d'assemblage de tracteurs agricoles

Le ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire a [procédé](#), le 5 juin 2026, à la pose de la première pierre de la future usine de montage et de fabrication de tracteurs, dans le territoire de Mbanza-Ngungu (province du Kongo Central). L'unité est portée par Congo Motors, avec un appui technologique de la marque américaine Case IH. Dans une première phase, l'usine se consacrera à l'assemblage de tracteurs, avant d'évoluer progressivement vers une fabrication locale de bout en bout. L'usine devrait produire jusqu'à 3 000 tracteurs par an et créer environ 2 000 emplois directs et indirects dans les domaines de la fabrication, de l'assemblage, de la maintenance, de la logistique et de la formation technique. Une école de formation spécialisée sera construite à proximité pour former des tractoristes, mécaniciens et techniciens agricoles. Le gouvernement de la RDC affirme avoir déjà passé une commande ferme de 3 000 tracteurs auprès de Congo Motors pour soutenir les producteurs agricoles, la demande nationale annuelle étant estimée à environ 5 000 tracteurs. Cette unité de Mbanza-Ngungu constitue la première d'une série de projets industriels destinés à renforcer la mécanisation agricole sur l'ensemble du territoire. Une deuxième usine, d'une capacité estimée à plus de 3 000 tracteurs, est prévue dans la province du Nord-Kivu, et une troisième sera implantée à Lubumbashi.

Sao Tomé-et-Principe

Un appui européen pour la protection des aires marines protégées

Sao Tomé-et-Principe a [lancé](#) le projet « Développement d'un réseau efficace d'aires marines protégées », financé par l'Union européenne à hauteur de 2,47 M EUR sur la période 2026-2031. Mis en œuvre par l'ONG Oikos, en partenariat avec la Fundação Príncipe et MARAPA, le projet vise l'opérationnalisation des huit aires marines protégées existantes (six à Príncipe, deux à São Tomé, env. 93 km²) et l'extension de la protection à d'autres zones côtières sensibles, dont les mangroves. Structuré autour de trois axes

(gouvernance, économie bleue, conservation), il repose sur une approche de co-gestion associant les communautés de pêcheurs, les femmes et les jeunes, et devrait bénéficier à 6 150 personnes. L'initiative prolonge la création, en 2025, des premières aires marines protégées du pays et s'inscrit dans l'engagement de protection de 30 % des espaces marins d'ici 2030.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15 juin 2026	Sommet Tchad-France	Paris (France)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	Wine Tastin organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publiques (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)		
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.
CEMAC															
Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Mai-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	100	3	4	7	1140	409	646
Variation mensuelle (%)	-3%	6%	22%	-5%	-1%	0%	0%
Variation annuelle (%)	60%	-6%	-54%	-21%	26%	4%	1%
Variation sur 5 ans	51%	1%	73%	69%	0%	-4%	-4%
Variation sur 10 ans	119%	53%	34%	103%	51%	3%	-7%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Amanda BROUILLARD – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER – Mathis FOLCH (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).